

Arrêté temporaire n° 222 du **lundi 12 octobre 2026**

Objet

Ravalement de façade

Lieu

15 rue Geneviève Crié- 72220 ECOMMOY

Date

Du 19 octobre au 18 Décembre 2026



VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code de la Route et notamment ses articles L. 411.3 et R. 411.8 et 25,

VU la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU le Code de la route et notamment les articles R.411.18, R 411.25 et R. 411-28

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière et les textes d'application,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8ème Partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992, modifié,

CONSIDERANT la demande formulée par l'entreprise ROYER, ZA de l'Ecobue, 18 route de Varennes 72800 AUBIGNE RACAN,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle du personnel intervenant pendant des travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE :

Article 1 : Du 19 octobre au 18 décembre 2026 de 08h00 à 18h00, afin d'effectuer un ravalement de façade au 15 rue Geneviève Crié à Ecommoy, les dispositions suivantes seront prises en matière d'occupation du domaine public, de circulation et de stationnement :

- L'entreprise ROYER est autorisée à stationner ses véhicules sur 3 places de stationnement devant le 15 rue Geneviève Crié.
Tout autre stationnement sera interdit et considéré comme gênant.
- **L'autorisation de stationnement n'est pas valable tous les mardis de 06h00 à 14h00 pendant le marché hebdomadaire.**

Article 2 : La signalisation réglementaire des chantiers conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I, huitième partie, signalisation temporaire, approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992, sera mise en place et entretenue par l'entreprise ROYER sous sa responsabilité.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à chacune des extrémités du chantier.
Les infractions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions légales.

Article 4 : Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être contesté par :

- Recours gracieux auprès de M. le Maire, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, dans le même délai.

Article 6 : Exécution et ampliations

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- M. le Commandant la Gendarmerie Nationale d'Écommoy
- Madame la Directrice Générale des Services
- Agents de la Police Municipale
- M. le responsable des services techniques
- ROYER

Fait à Écommoy, le 12 octobre 2026

Sébastien GOUHIER

Maire d'ÉCOMMOY

